

Le Burundi veut se doter de la technologie des "méga données"

@rib News, 19/05/2017 â€“ Source Xinhua Le gouvernement burundais envisage de se doter de la technologie des "méga données" pour accélérer le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le pays, a annoncé vendredi à Bujumbura M. Nestor Bankumukunzi, ministre burundais des TIC. Le Burundi a déjà pris conscience que la méga donnée est une "infrastructure incontournable dont il faut se doter impérativement en vue d'une accélération du développement des TIC".

"Pour ce faire, nous sommes en pourparlers avec nos partenaires techniques et financiers (PTF) pour que le pays puisse se doter de cette infrastructure dont l'importance en matière de développement, n'est plus à démontrer", a précisé le ministre Bankumukunzi dans un point de presse tenu en marge d'une cérémonie de commémoration de la Journée Mondiale des Télécommunications (JMT) et de la Société de l'Information, Édition 2017. Le choix d'un thème central dénommé "La méga-donnée pour méga-impact" pour la JMT en 2017, vient à point nommé pour le Burundi, a souligné le ministre Bankumukunzi. Il a saisi l'occasion pour saluer l'initiative prise par le ministre burundais en charge des TIC, en étroite collaboration avec l'Agence burundaise de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT-Burundi) pour avoir organisé cet atelier autour de cette notion de méga-donnée. Il a espéré que la vulgarisation de cette nouvelle technologie en matière des TIC au Burundi, permettrait d'aiguiser une nouvelle prise de conscience susceptible "d'embarquer tous les Burundais dans cette logique d'exploitation de ce genre d'infrastructures" en matière de gestion des données (informations) ad hoc pour le développement du pays. Les éléments d'informations apportés par cette analyse de données, a poursuivi M. Bankumukunzi, permettront au Burundi d'adopter une prise de position basée sur des éléments concrets au niveau national, régional et international. De la sorte, a-t-il insisté, le Burundi aura contribué à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Le gouvernement du Burundi, l'a compris à travers l'initiation d'un projet de mise en place d'un "Data center"(centre national de données) dont l'ultime finalité est une installation efficace et coordonnée d'une "administration électronique" selon l'esprit de la politique nationale des TIC au regard de ses principaux axes stratégiques, a fait remarquer M. Bankumukunzi. Ces axes, a-t-il relevé, ont pour focus le développement des infrastructures de TIC de "grande envergure", l'accès universel et la mise en place d'une "large bande" d'ici l'horizon 2025. Il en a profité pour féliciter les opérateurs privés dans le secteur des TIC au Burundi pour avoir choisi "d'apporter la pierre à l'édifice" dans la construction de "leur Data center" indépendamment des capacités respectives des uns et des autres. Le gouvernement burundais, de son côté, a pris des mesures pour encourager les opérateurs des TIC, a-t-il rappelé, en citant la détaxation des équipements informatiques (ordinateurs et autres matériels connexes) et la mise en place des infrastructures de base (fibre optique et télécentres communautaires polyvalentes). Pour lui, "ces faits et gestes gouvernementaux", sont des opportunités à saisir par des investisseurs potentiels dans le secteur des TIC au Burundi et devraient contribuer d'accroître la connexion des Burundais. Jérôme Ndikumagenge, professeur dans la faculté des Sciences de l'Ingénieur à l'Université du Burundi(UB) et expert burundais en TIC, a estimé pour sa part qu'en matière de développement des TIC, le Burundi fait actuellement face à deux principaux défis, à savoir. Sur ce, il a cité d'abord l'instabilité politique "récurrente" des cinq dernières décennies, qui contribue à l'existence d'une "fracture numérique" entre le Burundi et les autres pays voisins (Tanzanie, Rwanda, Ouganda et Kenya) avec lesquels il partage l'appartenance commune au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Le second défi, a-t-il ajouté, est une insuffisance de ressources humaines qualifiées en matière de TIC.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});